

LIRE L'ÉCOLE POUR LA RÉÉCRIRE

David Dillon, professeur à l'Université McGill,
pour le Centre de ressources de
la troisième avenue

es parents, à bord de l'autobus jaune, regardent attentivement par la fenêtre. Dans la Petite-Bourgogne, rue Notre-Dame, l'animatrice leur montre la United Negro Improvement Association¹, organisme issu du mouvement Marcus Garvey; dans le Plateau Mont-Royal, elle indique la maison qui accueillait l'école Peretz², créée par la communauté juive de Montréal; boulevard Saint-Laurent, elle leur fait voir l'édifice qui logeait l'Université ouvrière³. Des murmures d'admira-

**Désireux d'avoir
leur mot à dire
dans l'éducation scolaire
de leurs enfants, des
parents inquiets se sont
créé un programme de
formation sur mesure.
Objectif: occuper
la place qui leur
revient.**

tion se font entendre pour ces initiatives originales que les parents, en général, ne connaissaient pas. Les rires fusent quand l'animatrice raconte qu'une femme, en 1911, est arrivée en tête de tous les candidats de sexe masculin aux examens universitaires et que cette année-là, l'Université décide, pour la première fois, de ne pas publier les résultats de l'épreuve. D'autres faits suscitent la surprise: que l'école ne soit obligatoire au Québec que depuis 1943; que l'Université McGill ait déjà adopté des règlements secrets pour restreindre l'admission des étudiants juifs; que les écoles protestantes aient longtemps été beaucoup mieux financées que les écoles catholiques; que l'on ait dit aux petites filles noires qu'elles n'avaient pas besoin d'étudier puisqu'elles allaient devenir des domestiques

et aux garçons qu'ils seraient porteurs dans les gares; que l'Église catholique ait délibérément restreint la scolarisation de la majorité des élèves francophones.

Après la visite guidée, c'est le dîner dans un local fourni par un organisme communautaire. Les parents — ce sont surtout des femmes — expriment leurs réactions face à ce qu'ils et elles ont appris au cours de la visite. Ils racontent les problèmes que connaissent aujourd'hui leurs enfants en milieu scolaire, problèmes qu'ils sont maintenant en mesure de relier à des réalités historiques. Avant de partir, ces parents — issus de

communautés minoritaires⁴ et de milieux aux prises avec la pauvreté — ont appris à connaître quelques-unes des ressources communautaires locales et les organismes qui pourront les aider à chercher des solutions à leurs problèmes.

Ce bref portrait capte l'essence d'un projet d'éducation populaire «sur roues», Une école pour tous, réalisé conjointement par le Centre de ressources de la troisième avenue (CRTA)⁵ et L'Autre Montréal⁶. Ce projet vise à aider les parents marginalisés de Montréal à faire une «lecture» critique du système scolaire, lecture qui leur permettra de mieux affronter le système pour améliorer l'éducation de leurs enfants — qui leur permettra, en fait, de «réécrire» le système, sur des bases plus justes et plus équitables, au moyen d'une «alphabétisation critique⁷».

L'origine du projet

Un groupe de mères, inquiètes des effets des compressions budgétaires et des réformes du système scolaire sur la capacité des écoles d'offrir à leurs enfants des chances de réussite égales, veulent se faire entendre. Décidées à jouer un rôle dans l'éducation de leurs enfants, elles dénoncent l'absence d'ouverture du système et le manque de soutien qui leur est accordé. Surtout, elles souhaitent trouver des solutions.

Pour répondre à ces préoccupations, le CRTA lance en 1999 un premier projet, Parents en action pour l'éducation, dans trois secteurs montréalais à forte population immigrante, soit Cartierville, Petite-Bourgogne et Villeray. Il s'agit d'amener les mères issues de groupes marginalisés sur le plan économique et social à accroître leur capacité à prendre la place qui leur revient dans les écoles, plus particulièrement à exprimer le malaise grandissant qu'elles ressentent face à la multiplication des réformes majeures du système scolaire. Réorganisation des commissions scolaires, rationalisation budgétaire, augmentation de la part de financement des parents par le biais des frais scolaires, réforme de l'enseignement, nouveaux partages des responsabilités et création des conseils d'établissement: autant de réformes incompréhensibles et qui paraissent avoir des effets défavorables sur la qualité de l'éducation.

Ces changements suscitent énormément de confusion: les mères se demandent comment

fonctionne le nouveau système, qui sont les vrais auteurs des décisions et quels sont les véritables motifs de tout ce chambardement. Devant le désarroi et l'inquiétude manifestés, le CRTA conçoit un deuxième projet d'éducation populaire, Une école pour tous, pour aider les mères à mieux comprendre les origines des changements et à explorer plus avant la question de l'éducation des enfants marginalisés.

Une école pour tous

Le projet est élaboré en fonction de plusieurs objectifs clés: offrir une perspective critique sur l'histoire de l'éducation à Montréal et les enjeux actuels dans le domaine de l'éducation; encourager les parents à partager leurs questionnements touchant le système scolaire aujourd'hui; favoriser l'exploration des contributions que les parents ainsi que les citoyennes et citoyens peuvent faire, à l'échelle locale, pour favoriser la qualité et l'équité dans le domaine de l'éducation; examiner les ressources disponibles pour soutenir les parents et les écoles dans les quartiers ciblés.

Pour atteindre ces objectifs, le CRTA s'adresse à L'Autre Montréal. Les visites, d'une durée de plusieurs heures, se feront en autobus scolaire, ce qui permettra de circuler discrètement dans la ville en s'attardant à certains repères visuels associés aux événements, aux tendances, aux institutions, aux personnes ou aux lieux importants au regard du thème choisi. Le partenariat du CRTA avec L'Autre Montréal constitue un choix idéal, puisque L'Autre Montréal a pour objectif de «regarder le passé pour mieux comprendre le présent».

Le projet comprendra deux volets. On proposera d'abord la visite guidée et un document d'accompagnement, qui mettront l'accent sur quelques thèmes essentiels dans l'histoire de l'éducation à Montréal: les groupes sociaux puissants ont toujours accédé plus facilement à l'école, en plus grand nombre, et ont fait des études plus poussées, tandis que les groupes marginalisés ont connu une discrimination systémique du point de vue de l'accès à l'école et de la réussite; malgré les efforts pour démocratiser l'enseignement et assurer une plus grande égalité des chances en milieu scolaire, les groupes sociaux plus puissants ont toujours bénéficié de

ressources plus importantes que les groupes marginalisés ; enfin, du fait que les groupes marginalisés n'ont trouvé dans le système scolaire ni le reflet de leurs intérêts, ni la réponse à leurs besoins, ils ont souvent dû lutter pour changer le système ou pour créer des organismes d'éducation parallèles, parfois en alliance avec des réformistes progressistes. En résumé, cette perspective historique critique sur l'éducation mettra en relief la discrimination exercée par les groupes les plus puissants pour le maintien du statu quo et la lutte que livrent continuellement les groupes marginalisés pour instaurer l'égalité et obtenir la satisfaction de leurs besoins.

Ensuite, on offrira deux ateliers, l'un immédiatement après la visite, l'autre après un intervalle de quelques semaines. Dans le cadre du premier atelier, une personne issue d'un organisme communautaire local appuyant l'éducation des enfants du quartier témoignera du fait que c'est souvent la participation active des citoyens et des citoyennes qui permet d'améliorer les situations sociales difficiles. Puis, les parents feront connaître leurs réactions à la visite guidée et seront encouragés à faire des liens avec les enjeux actuels. Dans le cadre du second atelier, ils et elles expliqueront leurs inquiétudes touchant la qualité de l'éducation et exploreront, de façon créative, les manières dont les organismes communautaires existants pourraient les aider à résoudre certains problèmes. Le but de l'exercice : s'assurer qu'à la fin de l'atelier, tous et toutes aient non seulement approfondi leur compréhension de la situation, mais également obtenu de l'information sur les ressources locales qui pourront les soutenir dans leurs efforts pour améliorer l'éducation de leurs enfants.

Le CRTA a travaillé en collaboration avec des organismes communautaires locaux pour promouvoir la visite et tenir les ateliers. L'activité visait en premier lieu les parents, mais le personnel des écoles, les travailleurs et travailleuses communautaires, les citoyens et citoyennes du quartier étaient également invités. Quatre cents personnes ont pu ainsi être rejointes à Cartierville, Côte-des-Neiges, Parc-Extension, Pointe Saint-Charles, Saint-Henri, Saint-Michel, Villeray et Saint-Laurent.

Résultats

Les parents ont été souvent étonnés, et parfois scandalisés, de la discrimination exercée dans le passé et de la durée des luttes entreprises par les groupes marginalisés pour la démocratisation et l'égalité dans le domaine de l'éducation. Souvent, ils et elles ont décelé les origines de l'inégalité perçue dans le système actuel. Constatant que l'école est maintenant accessible à tous les enfants, ils ont vu que la lutte se poursuit sur le terrain d'une plus grande égalité des chances à l'intérieur du système scolaire. Ils ont noté que la discrimination qui s'exerce dans le système actuel est souvent très subtile, donc plus difficile à combattre.

D'autres préoccupations ont été formulées au cours des ateliers. Les relations actuelles entre l'école et la communauté, et particulièrement les communautés minoritaires, suscitent l'inquiétude. Les parents estiment non seulement que l'école leur est fermée, mais aussi qu'elle ne leur fait pas confiance et ne les croit pas capables de contribuer à l'éducation de leurs enfants. Ils craignent que leurs enfants ne soient victimes de formes subtiles de discrimination à l'école. Ainsi, la plupart ont dit ressentir le besoin d'une amélioration des communications, de la compréhension et de la collaboration entre l'école et la communauté.

Deuxième grande préoccupation : l'érosion de la qualité de l'éducation liée à la diminution des ressources. L'aide aux enfants ayant des besoins particuliers en matière d'apprentissage, l'aide aux parents qui veulent appuyer l'apprentissage de leurs enfants, les services de soutien dans les écoles — bibliothèque, services de lunch à l'heure du dîner, aide aux devoirs — font partie de cette problématique. Les parents s'entendent sur la nécessité de trouver le moyen de travailler avec les écoles de leur milieu pour mettre fin à cette diminution des ressources proposées aux personnes qui en ont le plus grand besoin.

L'érosion de la solidarité sociale est une troisième grande préoccupation. De moins en moins satisfaits du système scolaire public, les parents sont de plus en plus portés à inscrire leurs enfants dans de « meilleures » écoles — il s'agit souvent d'écoles privées — au lieu de mettre leur

avenir «à risque» en les envoyant à l'école publique de leur quartier. Ils et elles se rendent bien compte que cette option ne peut être envisagée que par les parents qui, d'une manière ou d'une autre, trouvent les moyens de la financer. Les plus pauvres ne peuvent faire ce choix et voient diminuer le nombre de leurs alliés dans la lutte pour améliorer l'école fréquentée par leurs enfants. Presque toujours, les parents ont réagi avec colère en apprenant qu'au Québec, les écoles «privées» accréditées reçoivent de l'État 55 pour cent de leur financement et sont donc, en fait, largement subventionnées par l'argent des impôts versés par le public.

Dernière préoccupation majeure: la croissance rapide des coûts de l'instruction publique, censément «gratuite», en raison des frais exigés par les écoles à l'échelle locale. Ces frais, qui varient d'une école à l'autre, sont destinés à couvrir la surveillance à l'heure du midi, le matériel pédagogique, les excursions et ainsi de suite. Non seulement ces frais ont-ils pour effet d'obliger les parents à payer plus pour des services réduits, mais ils imposent un fardeau plus lourd aux parents pauvres, qui se trouvent ainsi à manquer de ressources financières qui leur permettraient de soutenir leurs enfants dans d'autres domaines. Les participants et participantes ont manifesté le besoin de mieux se renseigner pour savoir pourquoi les écoles imposent ces frais et pour déterminer les autres sources de financement disponibles.

En abordant des questions aussi vastes, on courait le risque que les parents, submergés par l'énormité des problèmes, se sentent impuissants à les affronter seuls. Dans les faits, ils et elles ont été rassurés d'apprendre que d'autres partageaient leurs soucis et ont pris connaissance avec plaisir et étonnement de l'existence d'organismes communautaires locaux capables de leur offrir certaines formes de soutien.

Les parents estiment non seulement que l'école leur est fermée, mais aussi qu'elle ne leur fait pas confiance et ne les croit pas capables de contribuer à l'éducation de leurs enfants.

Questions et réflexions

Qui se préoccupe de l'éducation ?

Les parents ont souligné l'intérêt d'avoir un lieu d'échange pour aborder les questions liées à l'éducation, en même temps qu'ils ont déploré le peu d'endroits où il leur est possible d'exprimer leurs inquiétudes et de chercher des solutions. Au CRTA, on est satisfait du projet en ce qu'il représente la première étape d'une prise de conscience de la part des parents. Pour aller plus loin, cependant, il faudra colla-

borer de plus près avec les organismes communautaires enracinés dans les quartiers ciblés, notamment en dialoguant avec eux sur leur rôle en milieu scolaire. La plupart estiment en effet que leur mandat n'englobe pas ce type de problèmes, ce qui entraîne pour les parents une difficulté à trouver des organismes locaux susceptibles de les appuyer directement dans leur recherche de solutions. Or, le fonctionnement du système scolaire a des conséquences pour la société dans son ensemble. Restent à explorer les autres façons dont on pourrait utiliser les outils de l'éducation populaire pour réfléchir aux problèmes du système scolaire institutionnel.

Quels points de vue prédominent ? Quelles voix sont entendues ? Les ateliers ont révélé une forte présence de l'idéologie hégémonique. Les parents eux-mêmes se font souvent l'écho de la pensée dominante en matière d'éducation, cette pensée qui favorise les structures établies et accentue le non-pouvoir des parents marginalisés. Une série de questions se posent. L'accès de tous les enfants à l'école signifie-t-il l'égalité des chances pour tous, ou le système exerce-t-il une discrimination subtile qui freine les progrès des enfants des communautés marginalisées ? La réussite scolaire est-elle affaire d'efforts et de capacités individuelles, ou est-elle largement déterminée par le groupe social auquel on appartient ? Le système scolaire peut-il apporter la réponse au problème de l'inégalité dans la société ou contribue-t-il plutôt à ce

que ce problème persiste, l'école servant alors à apprendre aux enfants à rester à leur place, comme le pense Ivan Illich⁸? Le système scolaire tente-t-il de répondre aux besoins des élèves marginalisés en vertu d'un altruisme éclairé, ou le changement est-il uniquement le fruit des luttes et des pressions exercées par les groupes marginalisés et leurs alliés sur un système ne visant que son propre intérêt? Ces éléments d'un questionnement critique sont une composante essentielle de notre prochaine interrogation.

S'agit-il d'alphabétisation? Si oui, de quel type? Paulo Freire⁹ l'a souvent dit: l'alphabétisation en soi n'importe pas, ce qui compte, c'est le type d'alphabétisation. Elle peut en effet libérer ou opprimer, transformer ou subjuguer. Selon lui, avant de faire la lecture critique d'un *mot*, il faut d'abord être capable de faire une lecture critique du *monde*; autrement dit, d'analyser une société stratifiée en termes de différences de pouvoir et d'y reconnaître les intérêts établis sur lesquels se

fondent beaucoup de personnes et d'institutions pour assurer le maintien d'un statu quo injuste. Freire disait aussi que seule une telle lecture critique du monde donne les moyens de le « réécrire », d'agir sur lui en vue de le transformer pour le rendre plus juste.

Le projet que nous avons décrit cherche à favoriser la capacité de faire une lecture critique; il aide les parents à faire entendre leur voix de façon démocratique, pour le bien de leurs enfants, au sein d'une institution—l'école—caractérisée par son poids social et sa nature bureaucratique. L'expérience des participants et participantes au projet Une école pour tous a amené plusieurs d'entre eux à placer un point d'interrogation à la fin du titre. En changeant le titre du projet pour en faire une question au lieu d'une affirmation, ils ont effectué une percée sur le plan de l'alphabétisation critique, un pas vers la citoyenneté participative à part entière.

1. La branche montréalaise de la United Negro Improvement Association, fondée en 1919, est encore en activité aujourd'hui. L'organisme est apparu dans la Petite-Bourgogne, quartier ouvrier du sud-ouest montréalais, qui accueillait depuis les années 1890 une population croissante de Noirs anglophones. La UNIA se réclamait du mouvement Marcus Garvey, qui a joué un rôle important en permettant aux Noirs de l'Amérique du Nord de maintenir leur identité dans un milieu souvent hostile. À Montréal, la UNIA offrait des cours aux enfants et aux adultes: aux enfants, des cours d'histoire et de culture noires permettant de corriger les déformations eurocentriques du programme scolaire officiel; aux adultes, des cours de comptabilité ou de gestion visant à renforcer leur situation économique. Liberty Hall, le bâtiment de la UNIA, était également un lieu de sociabilité important où se tenaient des danses hebdomadaires.

2. L'école Peretz, connue au départ sous le nom de Natsionale Radicale Schule, était une école travailliste-sioniste fondée en 1913 par des immigrants juifs. Au début du vingtième siècle, la population juive de Montréal, alors en pleine expansion, cherchait à se faire une place au sein d'un système scolaire biconfessionnel où les écoles publiques étaient nécessairement soit catholiques, soit protestantes. L'une des réponses de la communauté juive a été de créer pour ses enfants des écoles privées reflétant une large gamme d'opinions politiques et de croyances religieuses. Ainsi, on a eu à Montréal, à différents moments, plusieurs écoles travaillistes-sionistes, une école communiste, des écoles socialistes et différents types d'écoles religieuses. À ses débuts, l'école Peretz accueillait les enfants l'après-midi; l'enseignement était généralement assuré par des ouvriers après leur journée de travail à l'usine.

3. Fondée en 1925 par le socialiste Albert Saint-Martin, l'Université ouvrière offrait aux hommes et aux femmes de la classe ouvrière la possibilité de s'instruire en fréquentant des cours et des conférences sur des sujets variés tels l'astronomie, l'histoire française ou la littérature canadienne. À ceux et celles qui le désiraient, l'Université ouvrière offrait également une éducation politique avec des cours de sciences politiques, d'art oratoire, d'organisation politique, etc. Attaquée sans relâche par les forces réactionnaires (l'Église, la presse catholique, le gouvernement québécois, etc.), l'Université ouvrière a fermé ses portes en 1936.

4. Les communautés minoritaires sont définies comme telles en fonction de la position qu'elles occupent face au pouvoir détenu par le groupe majoritaire. Ces communautés se différencient du groupe majoritaire par l'origine ethnique, la langue, la religion, ou n'importe quel autre trait qu'elles partagent en propre.

5. Actifautour des questions de droits humains, le CRIA est un organisme sans but lucratif œuvrant depuis 1974 à l'éducation populaire et au développement communautaire dans les milieux aux prises avec la pauvreté. Depuis 1993, le Centre appuie, par divers mécanismes de soutien, programmes de formation et ressources techniques, les parents désireux d'exprimer leur voix et d'agir en groupe pour l'amélioration des écoles publiques à Montréal.

6. Le Collectif d'animation urbaine l'Autre Montréal est un organisme d'éducation populaire créé à la fin des années 1970 par les membres d'un comité logement d'un quartier du centre de Montréal. Il s'agissait au début de proposer des visites guidées pour aider les citoyens et citoyennes du quartier à mieux comprendre les enjeux des luttes touchant le logement, le zonage et l'aménagement urbain. Peu à peu, les visites guidées sont devenues une activité autonome. Incorporé comme organisme sans but lucratif en 1983, l'Autre Montréal offre aujourd'hui de nombreux circuits pour faire connaître l'histoire des mouvements alternatifs et des groupes marginalisés de Montréal, et pour favoriser la participation aux débats politiques.

7. L'alphabétisation critique est une démarche d'apprentissage qui vise à instaurer une plus grande justice sociale. Il s'agit d'augmenter le pouvoir des apprenants et apprenantes en favorisant l'apparition d'une nouvelle conscience critique qui pourra exposer les partis pris en faveur des dominants dans l'information, dans les décisions, dans le langage, par exemple, et déboucher sur une action de transformation personnelle et sociale cherchant justement à éliminer les partis pris ou l'inégalité.

8. Ex-prêtre et penseur social très connu, Ivan Illich est le directeur du célèbre Centre de documentation interculturelle de Cuernavaca, au Mexique. Il est particulièrement connu pour son livre *Deschooling Society* (New York, Harper and Row, 1971).

9. Éducateur populaire radical, Paulo Freire s'est particulièrement fait connaître pour son travail de conscientisation au Brésil. Voir *Pedagogy of the Oppressed* (New York, Seabury, 1972) et *Literacy: Reading the Word and the World*, de Paulo Freire et Donaldo Macedo (South Hadley, Massachusetts, Bergin and Garvey, 1987). *Pedagogy of the Oppressed* a été publié en version française chez FM/petite collection Maspero en 1974.